

que le très honorable ministre a si bien mis le projet à néant, que la faveur accordée aux marchandises anglaises s'est élevée de 124 à 25 p.c. mais sans aucun autre résultat que de provoquer chez le marchand ou chez le fabricant anglais un sourire à l'adresse de tout Canadien qu'il peut lui être donné de rencontrer. Non, ce tarif de faveur n'a encore fait aucun bien au Canada, ni au fabricant ni au commerçant anglais. Lorsque, cette après-midi, j'ai interrompu le député de Brant en lui disant que depuis l'établissement de ce tarif l'importation en Angleterre avait diminué, le ministre des Finances a ri. Eh bien ! je vais lui citer des chiffres dont, je l'espère, il admettra l'exactitude car je les ai tirés du rapport du commerce pour l'année 1899. Ce que j'ai dit, c'est que, en moyenne, depuis la mise en vigueur de ce tarif nous avons importé plus des États-Unis et moins de la Grande-Bretagne, qu'auparavant, et je vais le prouver.

Le MINISTRE DES FINANCES : Cette après-midi, il n'a pas été question de moyenne.

M. BERGERON : Qu'a voulu dire l'honorable ministre en déclarant que je me trompais ?

Le MINISTRE DES FINANCES : L'honorable député ayant dit que l'importation d'Angleterre était moindre qu'auparavant, j'ai répondu qu'il faisait erreur, c'est tout.

M. BERGERON : Eh bien ! je vais vous démontrer que j'avais raison.

Le MINISTRE DES FINANCES : Il vous est impossible d'y réussir.

M. BERGERON : C'est ce que nous allons voir. Je n'aurais pas parlé de la sorte si je m'étais en incapable de prouver ce que je disais. A la page 5, 1ère partie des rapports du commerce et de la navigation je trouve que, en 1897, sous le régime conservateur, nous avons importé d'Angleterre pour \$38,717,267 ; en 1895, sous le même régime, et avant l'établissement du tarif de faveur, pour \$31,131,737 ; en 1896, sous le même régime encore, pour \$32,979,742, soit un total de \$102,828,746, ce qui, divisé par trois, représente une moyenne annuelle de \$34,276,219 d'importations sous le règne des conservateurs.

Le MINISTRE DES FINANCES : Il me semblait que vous ne parliez pas de moyenne.

M. BERGERON : Lorsque mon honorable ami, le ministre des Finances, a fait son beau discours, je ne l'ai pas interrompu, moi.

En 1897, il s'est importé d'Angleterre pour \$20,412,188 de marchandises.

Le MINISTRE DES DOUANES (M. Pater-son) : Sous l'empire de l'ancien tarif.

M. BERGERON : Comme le voudra mon honorable ami. Mais sous l'empire du nouveau tarif, il s'en est importé en 1898, pour

\$32,500,000 ; en 1899, pour \$27,000,123, soit un total de 98,972,311, ce qui, divisé par trois, représente une moyenne annuelle d'importations qui se chiffre à \$32,990,770 et équivaut à une diminution de 3.90 p.c. Ces chiffres-là, j'espère bien que le ministre des Finances ne viendra pas les contredire, c'est dans ses propres livres que je les ai pris.

Le MINISTRE DES FINANCES : Vous vous trompez du tout au tout.

M. BERGERON : Pour achever l'exposé de toute la cause je veux maintenant faire voir quelle situation nous nous sommes créée par rapport aux États-Unis à qui nous n'avons pas accordé de préférence. On dit que nous avons élevé une barrière entre nos voisins et notre pays, et mon honorable ami, le ministre des Douanes, de soulever chaque fois qu'il a l'occasion de parler à un Anglais de la préférence qu'il lui a accordée.

En 1894, nous avons importé des États-Unis pour \$53,011,100 de marchandises ; en 1895, pour \$51,634,521 ; en 1896, pour \$58,574,024 ; soit un total de \$163,219,645, ce qui représente une moyenne annuelle de \$55,414,215. Voilà à quoi se sont élevées nos importations des États-Unis sous le régime conservateur. Voyons maintenant ce qui en est depuis que les libéraux sont au pouvoir et se vantent de vouloir faire tant de bien à l'Angleterre. En 1897, nous avons importé des États-Unis, pour \$61,649,011 de marchandises ; en 1898, pour \$78,705,590, et en 1899, pour \$93,007,166, soit un total de \$233,361,767 ou une moyenne de \$77,787,256 ou 40 p.c. de plus sous le règne des libéraux, que sous celui des conservateurs. Cela démontre que nous sommes à une époque de développement, mais le Canada n'en retire aucun bien et l'Angleterre fort peu.

M. FOSTER : Nous n'achetons que là où nous vendons.

M. BERGERON : Je voudrais bien savoir à quoi vont enfin aboutir les membres de la droite avec leur tarif de préférence ? Ce tarif, n'a-t-il que le sentiment pour base ? Il serait malheureux qu'il en fût ainsi car il ne doit reposer que sur la question d'affaires. Comme l'ont dit mon honorable ami (M. Heyd) il y a un instant, et beaucoup d'autres avant lui, les affaires sont les affaires. L'Anglo-Saxon, homme d'affaires avant tout, se moque de quiconque lui donne tout sans rien demander en échange. Il nous faut commencer de cette manière, et ne pas nous attendre à ce que l'Angleterre impose un droit sur les marchandises étrangères et paye nos produits plus cher ; le temps nous obtiendra ce à quoi nous aspirons, a dit le ministre des Finances. Toutefois, le député de Brant-sud est venu déclarer hautement, par la suite, que nous devons renoncer à l'espérance d'un tarif qui nous favorise spécialement, et pour illustrer sa pensée il a cité des discours de Lord Rosebery.